

MARDI  
**6**  
DÉC.  
2022

JOURNÉE ANNUELLE  
DE LA PLATEFORME  
SANITAIRE ET SOCIALE  
Université catholique de Lille



# ALIMENTATION, SANTÉ & PRÉCARITÉ

3 TABLES RONDES

**Alimentation, santé et précarité :  
quelle coordination  
institutionnelle pour répondre  
à ces enjeux croisés ?**

**Comment garantir  
une alimentation de qualité  
et accessible à tous  
tout au long de la vie ?**

**Comment développer  
le pouvoir d'agir des personnes  
afin de devenir acteur de son  
alimentation ?**

**Synthèse de la journée  
de la Plateforme**

# Introduction

En introduction de la journée, Nicolas Vaillant, directeur de recherche à l'Institut Catholique de Lille, a présenté l'Université catholique de Lille, dont l'objectif en matière de recherche est de développer une approche globale, pluridisciplinaire, scientifique et multi-méthodologique des interactions et comportements humains. Une attention particulière est portée aux questions éthiques, aux thématiques du risque et de la sécurité, aux champs de la vulnérabilité et de la fragilité et à la question des transitions sociétales. Ainsi l'Institut catholique de Lille s'inscrit dans une démarche de soutien aux collectivités territoriales dans différentes thématiques qui touchent la région : santé, habitat, mobilité, handicap... Engagement qui s'est traduit par la participation de l'Institut à la plateforme Observation sociale 5962, puis à la Plateforme sanitaire et sociale Hauts-de-France.

Nadia Rouache, directrice de la santé à la Région, a souhaité rappeler l'importance de l'observation et le rôle que joue la Région dans ce domaine : depuis la loi NOTRE, la Région est en charge de l'élaboration de documents stratégiques d'orientation dans les domaines de l'aménagement, du développement économique, de l'innovation, mais aussi de la formation supérieure et des formations sanitaires et sociales. Afin de pouvoir élaborer ces documents, la Région a développé l'Agence 2020-2040, outil d'observation de la région et de ses territoires qui permet d'identifier des besoins pour la mise en œuvre de politiques publiques. L'objectif est aussi d'identifier ce que les collectivités peuvent apporter aux territoires en fonction de leurs compétences afin de construire ensemble les politiques publiques répondant aux besoins de la population. Pour repérer les problématiques de santé, la région a ainsi noué un partenariat avec l'État et l'ARS, co-pilotes de la Plateforme, ainsi qu'Anthropo-Lab et l'OR2S en charge de l'animation de cette dernière. Au regard des problématiques sanitaires observées dans le territoire, l'alimentation, son incidence sur la santé et ses liens avec la précarité, est une thématique essentielle.

Christophe Trouillard, représentant de la Direction régionale de de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets), a conclu l'introduction de cette journée en rappelant que la mission de la Plateforme est d'agrèger toutes les capacités d'analyse des institutions membres du dispositif pour maximiser l'utilisation des données dans les champs sanitaire et social. Cette Plateforme à l'échelle régionale permet une co-construction d'indicateurs réalisés par et pour le territoire. Au-delà de cette mission de production de données, la Plateforme permet aussi dans le cadre de sa journée annuelle de débattre d'un thème d'actualité et de partager les savoirs et connaissances produits par l'observation. La thématique « Alimentation, santé & précarité » soulève des questionnements – comment l'alimentation influe sur la santé et comment la précarité transforme les habitudes alimentaires ? – et permet de présenter des dynamiques dont l'objectif est de préserver, développer, encourager et faciliter une alimentation saine et accessible à tous. La journée de la Plateforme est ainsi l'occasion de présenter les politiques des institutions, les apports de la recherche ou encore les actions des associations, tous acteurs autour de cet enjeu de l'alimentation.



# Conférence inaugurale

## « Gouverner l'alimentation face aux inégalités sociales : l'apport des sciences sociales »

D<sup>r</sup> Philippe Cardon, maître de conférences en sociologie à l'université de Lille

En introduction, le D<sup>r</sup> Cardon a rappelé quelques éléments de **contexte global de la consommation** : au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le schéma de la consommation a évolué, l'industrie et la grande distribution ont joué un rôle majeur dans la démocratisation de l'accès aux biens de consommation, y compris l'industrie agro-alimentaire. Différents profils de consommateurs se dessinent et révèlent un lien entre structures sociales et structures de consommation, lien d'autant plus important que la consommation est aujourd'hui un élément essentiel de l'identité des individus et un pilier des sociétés modernes. La place de l'alimentation dans la consommation varie selon les styles de vie : à budget identique, les consommations divergent. L'alimentation est un poste de dépenses important quel que soit le ménage mais elle occupe une place d'autant plus centrale dans le budget à mesure qu'on descend dans l'échelle sociale. L'alimentation est donc un enjeu fondamental dans le contexte de la précarité. En matière de santé, maladies cardiovasculaires, obésité et diabète augmentent à mesure qu'on descend dans l'échelle sociale. Ainsi les classes populaires et précaires sont les plus touchées par les enjeux autour du lien entre alimentation et santé.

Face à ces enjeux, les pouvoirs publics mais aussi la société civile se mobilisent pour agir et mieux **gouverner l'alimentation face aux inégalités**. Se dégagent alors deux formes d'implication : la réforme et l'action sociale par le haut, celles portées par l'État et les pouvoirs publics, et la réforme et l'action sociale par le bas, c'est-à-dire celles portées par la société civile et citoyenne. Elles ont toutes deux pour but de répondre à deux problèmes sociaux fondamentaux : nourrir et éduquer à une alimentation jugée saine. La réforme et l'action sociale par le haut comprend des politiques de sensibilisation, d'éducation de la population générale et de populations cibles. Ces politiques sont relayées localement par des intermédiaires tels que l'école ou les services d'aides à domicile. En parallèle, les actions citoyennes de type ateliers cuisine, cantines, réfectoires, se multiplient depuis une vingtaine d'années, entre action sociale et éducation à l'alimentation. Elles s'adressent à une grande diversité de publics et se situent entre la lutte contre la précarité et la réforme des pratiques alimentaires.

Pour ces différents acteurs, **gouverner l'alimentation est-elle une entreprise incertaine** ? En matière d'éducation alimentaire par le haut, les actions sont peu efficaces car elles s'adressent aux convaincus, les catégories moyennes et supérieures, mais ne passent pas à travers un plafond de classe et ne touchent pas les classes populaires et précaires. Ces effets de résistances ou d'indifférence s'expliquent notamment par un rapport différencié à la santé et à l'alimentation selon les milieux sociaux : tandis que les catégories sociales supérieures ont un rapport préventif à la santé, les classes populaires et précaires ont un rapport curatif. Dans les actions mises en place à l'échelle locale, l'observation des effets de ces actions doit se faire au niveau de ces interactions sociales entre intermédiaires et bénéficiaires, pour comprendre ce qui est en jeu dans ces phénomènes d'éducation.

Enfin, afin d'améliorer l'alimentation de tous, **les enjeux autour de l'évaluation** des politiques sont importants dans le but d'en mesurer les effets. Jauger les effets de ces actions demeure un processus complexe, alors que les outils d'évaluation des politiques publiques portent peu sur le long-terme. Les approches en sciences sociales au niveau micro permettent cependant de comprendre que les individus sont capables de produire des connaissances et qu'il faut dépasser l'approche verticale des politiques publiques pour aller vers une démarche plus co-participative, qui implique davantage les bénéficiaires et les inscrit dans une philosophie d'*empowerment*. Du point de vue de la recherche, il reste à développer les travaux concernant la sphère citoyenne et la réforme qu'elle porte, jusqu'à présent peu étudiée. Par ailleurs, alors que les initiatives citoyennes se multiplient, créer des réseaux pour favoriser la circulation des mesures efficaces est un enjeu fondamental.



## État des lieux sanitaire sur les problématiques liées à l'alimentation

M<sup>me</sup> Hinde Tizaghti (ARS Hauts-de-France) et M<sup>me</sup> Nadège Thomas (OR2S)

À partir de données quantitatives, il s'agit de dresser un **état des lieux sanitaire en lien avec les problématiques alimentaires**, notamment à partir des **déterminants sociaux**. Pour cela, il est nécessaire de prendre en compte la **dimension territoriale** car des données de santé telles que la mortalité ou la morbidité illustrent l'impact de la territorialisation sur les indicateurs. Les données autour des déterminants de santé sont cependant plus difficilement mobilisables comme l'a rappelé Nadège Thomas, d'où le besoin d'enquête en population, y compris à des échelles infrarégionales.

Pour cet état des lieux, différentes sources de données ont été mobilisées : **l'enquête Jeunes en santé, indicateurs et suivi (Jesais)** en milieu scolaire, le Baromètre santé, enquêtes périodiques réalisées par Santé publique France et l'étude Nutrition santé, dont l'objectif est de mieux connaître les principaux comportements et attitudes liés à la nutrition au sein de la population des Hauts-de-France.

Le détail des données<sup>1</sup> constituant cet état des lieux est disponible dans la présentation jointe, mais quelques éléments clés sont à souligner :

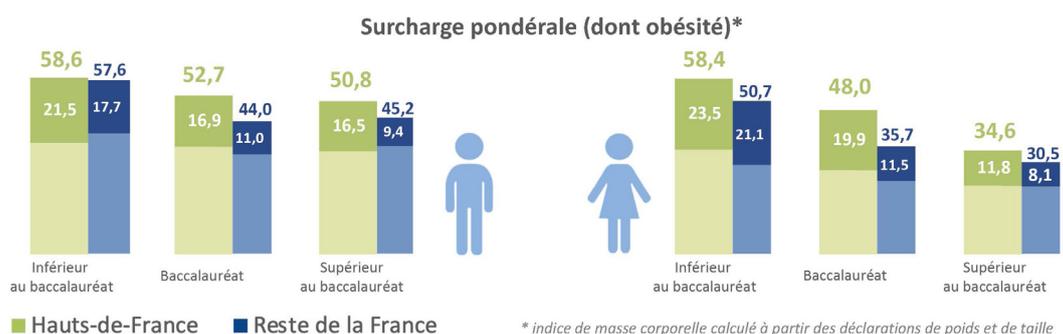
- Concernant la corpulence<sup>2</sup>, **un cinquième de la population des Hauts-de-France est en situation d'obésité** et un tiers en situation de surpoids, des prévalences plus importantes que dans le reste de la France. On constate des disparités territoriales avec une plus faible prévalence de l'obésité dans des territoires où les indicateurs sociaux sont plus favorables.
- Concernant la **pratique d'une activité physique**, elle est moins importante au sein de la population régionale que dans le reste de la France. La pratique augmente avec le niveau de diplôme et est plus élevée chez les hommes que chez les femmes.
- Concernant les **habitudes alimentaires**, la consommation de fruits et légumes tend à augmenter avec l'âge, tandis que près d'un quart des individus **consomment quotidiennement des produits gras et salés** et la moitié des produits sucrés.
- L'étude Nutrition santé a aussi permis d'étudier la problématique de **l'insécurité alimentaire quantitative** (la personne n'a pas assez à manger) qui concerne deux personnes sur dix, et **l'insécurité alimentaire qualitative** (la personne a assez à manger, mais pas toujours tous les aliments qu'elle souhaiterait) qui concerne la moitié des personnes interrogées.

Ces différentes études permettent d'identifier d'importantes disparités selon la situation sociale, au détriment des personnes les moins favorisées, disparités qui s'observent dès le plus jeune âge et qui se caractérisent aussi par des spécificités territoriales à prendre en compte. En conclusion, Hinde Tizaghti a souligné la nécessité de développer des outils permettant d'identifier les spécificités des populations selon les territoires afin de cibler et personnaliser les actions à mener.

Les échanges ont permis de souligner la nécessité de bien connaître les territoires et leurs populations afin d'adapter les messages de prévention et les politiques publiques. Ces indicateurs territorialisés sont des outils d'aide à la décision dans le déploiement de l'action publique. Un changement de paradigme dans la façon de concevoir et déployer ces politiques est en cours, avec plus d'études qualitatives et une approche moins verticale et descendante. Par ailleurs, l'obésité est une épidémie multifactorielle, très complexe, qui ne se résume pas à l'alimentation et une combinaison d'actions est nécessaire afin d'en limiter la progression. Sur ce point, la Région soutient une étude qui vise à prévenir l'obésité chez l'enfant par l'entraînement des capacités de régulation émotionnelle.

<sup>1</sup> Selon la nature des données, déclaratives ou mesurées, les résultats peuvent varier.

<sup>2</sup> Bien que l'obésité et le surpoids soient les problématiques les plus développées en matière de corpulence, la malnutrition, la dénutrition et la maigreur sont aussi des problématiques à prendre en compte.



Source : Baromètre santé, Santé publique France - Exploitation OR2S

# Table ronde

## Alimentation, santé & précarité : quelle coordination institutionnelle pour répondre à ces enjeux croisés ?

M<sup>me</sup> Nadia Rouache (Directrice de la santé de la Région Hauts-de-France),  
M<sup>me</sup> Hinde Tizaghti (référente nutrition et activité physique à l'ARS Hauts-de-France),  
M<sup>me</sup> Muriel Dehay (infirmière conseillère technique auprès du recteur de l'Académie de Lille)  
et M. Théophile Parent (chef de projet au programme national pour l'alimentation à la Draaf Hauts-de-France)

**En** ouverture de la table ronde, Nadia Rouache, a souligné l'engagement de la Région sur la problématique de la santé, qui fait partie des compétences dans laquelle la Région a choisi de s'investir de longue date. L'élaboration de ce type de politique publique passe par la coordination de l'action de chacun, d'autant que les causes de l'état sanitaire d'un territoire sont multifactorielles et nécessitent d'agir simultanément sur différents leviers afin d'améliorer la qualité de vie de la population et son état de santé. L'action de la Région en matière de santé s'inscrit en complémentarité avec d'autres de ses politiques qui influent sur l'état de santé : aménagement du territoire, politique de la ville, transports, agriculture, etc.

Au sein de l'ARS, Hinde Tizaghti travaille au développement de politiques régionales en accord avec les recommandations internationales et nationales, ainsi qu'au développement d'innovations fructueuses, comme le marketing social pour la promotion de l'alimentation et de l'activité physique. L'évolution des connaissances dans ce domaine permet aujourd'hui de dire que pour être efficaces, les actions mises en œuvre doivent éviter les phénomènes de stigmatisation des publics qui ont un effet repoussoir. Par ailleurs, si la stratégie régionale en matière d'alimentation porte sur la pauvreté et l'obésité, elle porte aussi sur l'insuffisance pondérale alors que la précarité alimentaire n'est pas seulement qualitative mais aussi quantitative comme l'illustre dernièrement l'augmentation du recours à l'aide alimentaire.

L'éducation nationale fait aussi partie des acteurs qui concourent à l'élaboration, la mise en œuvre et au suivi de la politique de santé au sein de l'académie, comme le relate Muriel Dehay. Contribuer à la réussite scolaire mais aussi personnelle des élèves passe par l'éducation à la santé, politique qui se fait grâce à un travail partenarial avec l'ensemble des acteurs pour notamment mieux connaître les populations. Il s'agit d'apporter aux jeunes un savoir et des compétences afin que ces futurs adultes adoptent des comportements favorables à leur santé. Au-delà des recommandations classiques, type « 5 fruits et légumes par jour », cette éducation alimentaire passe aussi par le sens du goût et apprendre le plaisir de bien manger.

Dans le cadre de la stratégie pauvreté, la Draaf a copiloté avec la Dreets un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Accès de tous à une alimentation locale, saine et de qualité ». Ce projet

expérimental fait suite aux coordinations de l'aide alimentaire mises en place dans le cadre du Covid-19, aux coordinations des projets alimentaires des territoires portés par différentes collectivités et s'articule avec les financements du plan de relance. Parmi les objectifs de cet AMI figure la volonté de développer une ingénierie sociale dans les territoires pour permettre aux associations de mieux travailler ensemble et de mieux accompagner les bénéficiaires. Théophile Parent a décrit différents projets lauréats, car ces projets varient selon le territoire et ses spécificités : la CU de Dunkerque travaille par exemple sur le modèle économique de l'aide alimentaire tandis que le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) de la Thiérache travaille sur une articulation de tous les ateliers de cuisine.

Les échanges entre les intervenants et le public ont permis de souligner que si la coordination et la complémentarité des acteurs ne sont pas toujours évidentes, le développement d'une feuille de route « Prévention et prise en charge du surpoids et de l'obésité » coconstruite et co-portée par les acteurs régionaux témoigne de coopérations dans le domaine. Les thématiques de l'alimentation, de la santé et de la précarité demandent de mieux coordonner les politiques publiques des acteurs institutionnels tout en étant en lien avec les acteurs de terrain.

Par ailleurs, la question de l'évaluation des politiques publiques demeure essentielle et complexe, notamment lorsqu'il s'agit d'évaluer des changements de comportements. La mise en place de référentiels d'évaluation ou de groupes témoins permet de mesurer les effets d'actions, mais l'évaluation peut rester partielle ou incomplète. De plus, le manque d'indicateurs peut jouer sur les possibilités d'évaluation, comme c'est le cas pour l'obésité.



# Table ronde

## Comment garantir une alimentation de qualité et accessible à tous tout au long de la vie ?

M<sup>me</sup> Pauline Richebé (Responsable des partenariats au service social du travail nord de France),  
M<sup>me</sup> Clairanne Dufour (Présidente de l'association Galillé),  
M. Christian Despierre (Chargé de mission au Restos du Cœur)  
et M<sup>me</sup> Lucile Gaberel (Responsable d'enseignement Nutrition chez ISA Lille)

Le Service social du travail nord de France (SSTRN) est une association d'entreprises qui accompagne les entreprises et leurs salariés dans toute la dimension « capital humain » et leur démarche RSE. Pauline Richebé a mis en valeur lors de cette table ronde l'accompagnement des salariés vulnérables sur le plan social et économique : le SSTRN a mis en place un fonds d'aide d'urgence lors de la crise du Covid-19 afin d'accompagner des salariés victimes d'une baisse de ressources. Un partenariat avec l'ANDES a permis aux salariés en situation de vulnérabilité économique d'accéder à des épiceries solidaires, mesure qui va être pérennisée pour que les salariés dans ce type de situation puissent bénéficier jusqu'à trois mois d'aide alimentaire. Par ailleurs dans le cadre d'un appel à projet dans le cadre de France Relance, le SSTRN expérimente une épicerie solidaire itinérante au sein d'un centre de formation afin que les personnes en cours d'insertion professionnelle puissent bénéficier de la possibilité de bien s'alimenter et maximiser leurs chances d'insertion professionnelle.

Les Restos du Cœur en Hauts-de-France, présentés par Christian Despierre, sont composés de 11 associations départementales réunies en une délégation régionale, qui assure leur accompagnement. Au sein du public de l'association, 50 % a aujourd'hui moins de 25 ans. La distribution des Restos du Cœur est accompagnée, organisée selon les membres du foyer, les catégories d'aliment et les portions réparties de façon à ce que les repas soient équilibrés sur le plan nutritionnel. En 2023, des centres itinérants destinés à couvrir les zones rurales vont être développés et la démarche d'aller-vers les personnes en difficulté va être renforcée afin que les personnes qui n'osent pas franchir la porte de l'association puissent bénéficier de l'aide alimentaire. Sur le plan de la santé, les restos du Cœur organisent l'intervention de diététiciennes et nutritionnistes et vise à améliorer les pratiques alimentaires des personnes accueillies qui sont en situation d'obésité ou de diabète.

Le Groupement des associations lilloises étudiantes (Galillé), géré par et pour les étudiants, regroupe une vingtaine d'associations et porte deux épiceries sociales et solidaires étudiantes, ainsi qu'un dispositif de distribution alimentaire nommé le Ch'ti panier. Créé il y a deux ans, ce dispositif a permis de distribuer 25 000 paniers de produits alimentaires et d'hygiène. Clairanne Dufour, présidente de Galillé et membre du Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser), a souligné que si la crise sanitaire a mis en lumière la précarité étudiante, c'est une réalité qui existe depuis plusieurs années, et cette précarité étudiante est générale. En ce sens, le Ceser a publié plusieurs rapports-avis qui soulignent la précarité grandissante de ce public : près d'un tiers des étudiants de la région sautent des repas plus de 3 à 4 fois par semaine en raison

de difficultés financières. Au-delà de la question de l'accès, avoir une alimentation saine n'est pas toujours évident et les épiceries, qui sont aussi des tiers-lieux étudiants, favorisent le lien social tout en animant des ateliers cuisine.

Lucile Gaberel, diététicienne, ingénieure d'étude en analyse sensorielle et enseignante en nutrition a présenté les travaux d'ISA Lille qui produit des études pour les entreprises agro-alimentaires ou regroupements de producteurs afin d'évaluer notamment la qualité sensorielle des produits. Dans le cadre de leur formation agroalimentaire, les étudiants ingénieurs sont formés en nutrition et l'école propose une spécialisation sur le développement de produits nutrition-santé. En effet, les entreprises agro-alimentaires visent aujourd'hui à améliorer la qualité nutritionnelle de leurs produits et la qualité de leurs processus de production, tout en prenant en compte les problématiques de développement durable, la recherche de produits naturels et la simplification des produits (suppression des additifs par exemple) afin de répondre aux attentes des consommateurs.

Suite à ces présentations, les échanges ont permis de revenir sur le phénomène de professionnalisation des Restos du Cœur, tout en gardant l'esprit bénévole. Le renouvellement des bénévoles amènent de plus en plus de personnes qui ont une formation métier à venir l'exercer au sein de l'association (prospectiveurs qui sont des anciens chefs d'entreprise). Les obligations en termes de qualité et d'hygiène, d'organisation logistique et humaine demandent une certaine professionnalisation du fonctionnement des Restos du Cœur. Quel que soit l'association d'ailleurs, la formation des bénévoles est un enjeu important et porte aussi sur la façon d'accueillir et d'interagir avec le public, comment aborder leurs difficultés, etc. Enfin, pour lutter contre le non-recours, se connaître entre acteurs du secteur et connaître les actions mises en place par chacun permet de mieux orienter les personnes accompagnées. D'autant que l'aide alimentaire est une porte d'entrée pour pouvoir accompagner les personnes de manière plus large.



# Table ronde

## Comment développer le pouvoir d'agir des personnes afin de devenir acteur de son alimentation ?

M<sup>me</sup> Emma Masclin (Responsable de la promotion et de la communication à l'association Anges Gardins),  
M<sup>me</sup> Marie-Pierre Deliessche (Conseillère en économie sociale et familiale  
à la Maison Nord Solidarités de Bailleul-Merville)  
et M. Daniel Maciel (cofondateur de l'association Participation & Fraternité)

L'association des Anges Gardins, créée en 1998, est un atelier chantier d'insertion qui œuvre pour l'insertion sociale et professionnelle au travers des questions d'alimentation avec des actions portant sur le maraichage biologique, la distribution de paniers, la transformation des produits (fabrication de coulis ou confitures) afin de lutter contre le gaspillage, ou encore la transmission autour de l'alimentation et du jardin auprès de publics variés. L'association gère aussi un tiers-lieu nourricier, le Ménadel et Saint Hubert, bar-brasserie associatif situé à Loos-en-Gohelle. Comme l'a expliqué Emma Masclin, l'association agit au sein des écopôles alimentaires de la région d'Audruicq et de Gohelle et gère une ferme biologique qui accueille et forme des personnes en insertion.

Au sein du service d'action sociale du département du Nord, Marie-Pierre Deliessche accompagne des personnes qui rencontrent des difficultés dans la gestion de leur budget, afin de voir comment payer son loyer et ses factures mais aussi comment s'alimenter avec un petit budget, parfois en lien avec des problèmes de santé. Pour travailler sur ce thème de l'alimentation, l'accompagnement se fait en partenariat avec le CCAS de Bailleul et une épicerie solidaire, au sein de laquelle un travail a été fait pour valoriser auprès des bénéficiaires des aliments souvent laissés de côté faute de savoir comment les cuisiner. De ce travail est née en 2017 l'action Nutri-malin qui se compose d'ateliers cuisine, d'ateliers « malins » portant sur des questions comme « comment faire ses courses » ou « comment cuisiner équilibré ». Ces groupes suscitent des échanges entre les participants, chacun apporte son savoir et les personnes reprennent peu à peu confiance en leurs capacités.

En conclusion de cette table ronde, Daniel Maciel a présenté l'association Participation & Fraternité qui a pour vocation de favoriser la participation des personnes en situation de précarité et leur permettre d'avoir voix au chapitre. Le travail de l'association est axé sur le développement du « pouvoir d'agir » des personnes : la personne étant au centre de l'action, il faut travailler avec elle sur son environnement pour améliorer les conditions dans lesquelles elle vit mais aussi partir de son potentiel et de ses désirs afin de construire l'accompagnement. L'objectif est de passer de la prise en charge à la prise en compte. Dans le cadre de la stratégie régionale de lutte contre la pauvreté où la participation des personnes concernées à la construction des politiques publiques est un point essentiel, l'association a constitué un groupe de personnes en situation de précarité afin d'identifier avec elles les leviers nécessaires à une plus grande participation citoyenne. A partir de ce groupe

ressources, une trentaine d'autres groupes ont été créés sur divers sujets et sont coanimés par des personnes issues du groupe ressource. Sur l'alimentation, un des points de blocage mis en évidence est la question de la honte, du sentiment de chute sociale et d'impuissance, qui influent sur le non-recours. Les lieux où ce sentiment de honte est plus facilement dépassé sont des lieux où l'on rencontre des personnes dans la même situation, où l'on reçoit et où l'on apporte aussi, où l'on est reconnu et où la parole de chacun est prise en compte.

Les échanges suite à cette dernière table ronde ont permis de revenir sur l'importance des tiers lieux pour l'accueil d'un public varié et offrir un lieu où les personnes peuvent échanger, participer à des activités, solliciter un conseil et où chacun a voix au chapitre.

Par ailleurs, il a été souligné qu'après la table ronde de la matinée sur les actions et plans nationaux ou régionaux, la mise en lumière des actions de terrain est essentielle alors que la littérature scientifique souligne l'importance de deux facteurs dans les changements de comportements alimentaires : donner confiance en sa capacité à faire ce qu'on recommande de faire et avoir des retours sur bénéfice directs.

Enfin les intervenants ont fait mention de la question des financements et les incertitudes qui en découlent, qui pèsent sur le fonctionnement de ces petites structures.



# Conclusion

En conclusion, Gwen Marqué, a rebondi sur la question de la recherche de financements et de la lourdeur des processus administratifs. Des changements de méthodes sont nécessaires afin de simplifier le fonctionnement et proposer des solutions plus efficaces. Redonner la main aux acteurs de terrain, aux organisations locales et à leurs innovations, tout en les accompagnant. À l'heure de l'élaboration d'un nouveau plan régional de santé et d'une sortie de crise sanitaire qui donne l'occasion de mettre en lumière ces sujets, prendre en compte ces problématiques et apprendre des solutions innovantes issues du terrain s'avèrent essentiels.



## Plateforme sanitaire et sociale Hauts-de-France

Éditeur : OR2S, faculté de médecine, 3 rue des Louvels, 80036 Amiens cedex 1  
Tél : 03 22 82 77 24, courriel : [info@or2s.fr](mailto:info@or2s.fr) site : [www.or2s.fr/www.pf2s.fr](http://www.or2s.fr/www.pf2s.fr), courriel : [plateforme@or2s.fr](mailto:plateforme@or2s.fr)  
Directeur de publication : Pr Maxime Gignon (OR2S)

Rédaction : Cécile Gauthiez (OR2S), en lien avec Sophie Debuissier (OR2S), Anne Duchemin (DREETS), Claire Joly (conseil régional), Grégory Marlier (conseil régional), Nadia Rouache (conseil régional), Julien Salingue (institut catholique de Lille), Nadège Thomas (OR2S), Christophe Trouillard (DREETS), David Verloop (ARS)

Rédaction : Cécile Gauthiez, mise en page : Sylvie Bonin